

HERON, Craig, dir., *The Workers' Revolt in Canada 1917-1925*
(Toronto, University of Toronto Press, 1998), vi-382 p.

Georges Massé

Volume 54, Number 2, Fall 2000

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/005546ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/005546ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Massé, G. (2000). Review of [HERON, Craig, dir., *The Workers' Revolt in Canada 1917-1925* (Toronto, University of Toronto Press, 1998), vi-382 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 54(2), 302-308.
<https://doi.org/10.7202/005546ar>

HERON, Craig, dir., *The Workers' Revolt in Canada 1917-1925* (Toronto, University of Toronto Press, 1998), vi-382 p.

Craig Heron n'est pas seulement l'éditeur de cette série d'études régionales, il est également le maître d'œuvre de ce recueil consacré à la révolte ouvrière canadienne des années 1917 à 1925. Son analyse pénétrante, inspirée et bien documentée, confère une unité, une convergence qu'on trouve rarement dans ce genre d'ouvrage. Heron en rédige l'introduction et la conclusion, en plus de broser une profonde et stimulante synthèse de cette révolte ouvrière dont il dresse les « National Contours : Solidarity and Fragmentation » (p. 268-304). Enfin, sous le titre « The Great War, the State and Working-Class Canada » (p. 11-42), il signe, avec Myer Siemiatycki, une étude décrivant le contexte sans lequel il serait difficile de comprendre le sens de cette révolte.

La Grande Guerre est un événement considérable qui, même s'il se déroule hors des Amériques, bouleverse les relations habituelles entre l'État, le capital et la classe ouvrière. Le déclenchement du conflit accentue la crise économique, qui sévissait depuis 1913, en coupant l'accès aux capitaux étrangers et en interrompant « some vital trade and commerce » (p. 11). Il faut donc attendre le milieu de l'année 1915 avant que le Canada central connaisse le plein-emploi généré par la production de guerre. Ce n'est qu'à la fin de l'année suivante que les provinces de l'Est et de l'Ouest vivront une semblable situation. Par ailleurs, les retombées de cette relance économique sont inégalement réparties entre les régions, et ce sont surtout l'Ontario où, selon James Naylor, est concentrée 60 % de la

production de guerre (p. 145), et le Québec qui en profiteront. La promotion de l'effort de guerre, en 1917, incite le gouvernement canadien à se faire plus interventionniste dans le processus économique. Il adopte alors des mesures de guerre sévères pour contrôler tant la production que la main-d'œuvre, en plus d'imposer la conscription.

Les mesures contraignantes adoptées (p. 14-15) par le gouvernement heurtent les intérêts des travailleurs qui cherchent à profiter de la croissance économique pour neutraliser et surmonter les effets négatifs de la crise des années 1913-1915 ou 1913-1916. D'autant que l'amélioration des conditions ouvrières est grugée par l'inflation qui croît à partir de 1917 et va se prolonger jusqu'à la crise de l'hiver 1920-1921. L'érosion progressive du pouvoir d'achat des ouvriers, qu'on tente en vain de contrebalancer par la mise sur pied de magasins coopératifs, alimente alors les récriminations adressées à l'endroit du gouvernement central à qui l'on reproche, en sus, les intrusions du contrôle gouvernemental et policier dans la vie publique et privée des citoyens. On en vient à suspecter et à accuser les politiciens de collusion et de « magouille » avec les corporations financières et industrielles dont on dénonce vertement les énormes profits.

Le mouvement gréviste prend de l'ampleur à partir de 1917. Il s'accroît avec l'armistice de l'automne 1918, qui jette de l'huile sur le feu de la peur et des craintes des ouvriers. Ceux, en particulier, qui sont licenciés par les usines d'armement et les chantiers maritimes, craignent de ne pouvoir faire face à leurs obligations familiales et personnelles. Durant l'année 1919, le nombre de grèves s'élève à 427, un total qui continuera à croître pour atteindre le plateau de 457 en 1920, même si moins de travailleurs y sont impliqués (p. 269). Ce mouvement de grève touche l'ensemble du pays. Sa répartition régionale s'établit comme suit : 17% dans les Maritimes, 52% en Ontario et environ 20% dans chacune des autres régions (Québec, Prairies, Colombie-Britannique). L'amplitude de ce mouvement gréviste, qui atteint un sommet au moment de la grève de Winnipeg, donne tout son sens à l'idée de révolte ouvrière que développe cet ouvrage. On y reconnaît le rôle des immigrants européens et asiatiques, et on souligne à juste titre la participation des femmes à ce vaste mouvement qui ne concerne pas seulement les « white-english-speaking males » (p. 6). Pour caractériser un peu mieux la révolte ouvrière canadienne de la fin de la Grande Guerre, on peut dire qu'il ne s'agit pas d'un « desperate cry of a downtrodden and poverty-stricken proletariat. Rather it grew out of a newfound confidence in working-class power, a profound sense of injustice, and a determination that society could run differently...

The wartime convergence of material and ideological forces thus facilitated the creation of the most broad-based, anticapitalists workers movements that had ever appeared in Canada» (p. 27). Un souffle de révolte qui, peut-on penser, se manifeste également par le nombre de travailleurs qui adhèrent massivement aux syndicats.

Les lois coercitives, adoptées par le gouvernement fédéral pour limiter et interdire les grèves, n'enrayent pas le mouvement. Elles contribuent plutôt à radicaliser les forces ouvrières que semble inspirer l'expérience bolchevique en Russie. Par contre, les leaders syndicaux sont tirillés au sujet de leur collaboration à l'effort de guerre. Selon Heron (p. 31), ils troquent leur force de pression pour une illusoire reconnaissance de partenariat avec le gouvernement et le patronat. Les organisations syndicales, du moins en 1914, recrutent la majorité de leurs membres chez les cheminots, les mineurs de charbon et les ouvriers spécialisés comme les métallos. Elles affrontent rapidement l'émergence d'une forme de syndicalisme industriel qui menace la domination du syndicalisme de métier dont les membres, majoritairement affiliés à «l'American Federation of Labour», résistent difficilement aux offensives des travailleurs non qualifiés. Ceux-ci sont séduits par le syndicalisme industriel que diffusent, répandent et défendent les militants de «l'Industrial Workers of the World» qui, comme les militants du «One Big Union», sont surtout présents dans l'Ouest canadien et les Maritimes.

L'émulsion de toutes les forces — économiques, sociales, politiques et culturelles —, qui agitent la société canadienne, tourne au vinaigre dans les Prairies lorsque la grève de Winnipeg éclate. Une grève qui, selon les canons de l'historiographie canadienne, a longtemps fait figure exclusive de la révolte ouvrière. Les études régionales que nous livre cet ouvrage collectif sont d'une autre farine. Elles exposent des cas qui nous éloignent des vues traditionnelles de l'historiographie associant cette révolte à la seule histoire locale de Winnipeg. Heron milite plutôt en faveur d'une histoire-problème de la révolte ouvrière fondée sur des bases régionales, d'où il apparaît que la révolte gronde partout au Canada même si les tonalités varient. C'est à regret qu'il nous faut les filtrer quitte à trahir la richesse de ces portraits.

Ian McKay et Suzanne Morton, dans un article intitulé «The Maritimes : Expanding the Circle of Resistance» (p. 42-86), soulignent que la période 1917 à 1925 voit des milliers de «Maritimers» se lever pour demander un changement radical. Ils marquent ainsi leur volonté par des grèves spectaculaires, qu'on décrit parmi les plus sauvages à s'être

déroulées au Canada (p. 43), et par la création de tiers partis politiques : les United Farmers of New Brunswick, en 1918, et les United Farmers of Nova Scotia, en 1920. Ces pâles imitations des Fermiers-Unis de l'Ouest sont également accompagnées des Independent Labour Parties créés en 1919, à la suite des succès des candidats ouvriers lors des élections de 1917. Ces « Labour Parties » adoptent une plate-forme politique réformiste pour tenter de concilier les intérêts divergents des travailleurs urbains, plus radicaux, et ceux des travailleurs ruraux, plus modérés.

C'est ce défi — incontournable pour assurer la réussite de la révolte ouvrière dans cette région majoritairement rurale — que les syndicats militants et radicaux, et particulièrement ceux des mineurs de charbon qui refusent les concessions exigées par leurs patrons, n'ont pas su ou pu relever. Le tournant radical entériné par les mineurs du district 26 à la convention de Truro, en juin 1922, va consommer la rupture entre un courant travailliste (« labourist ») et un courant révolutionnaire (p. 68). C'est sous l'influence de ce dernier que la convention de Truro adopte ce qu'on appelle le « Maritime Labour Revolt Manifesto » (p. 69-70) : un manifeste d'inspiration nettement bolchevique, qui appelle à la révolution globale, d'une portée plus symbolique que réelle, laissant la porte ouverte à la réaction musclée des gouvernements et des patrons. On le verra lors du « Bloody Sunday » du 1^{er} juillet 1923 et lors de la grève crève-cœur des mineurs en 1925. Une sorte de « small civil war » (p. 74) qui se termine en « crushing defeat » (p. 75). C'est aussi le chant du cygne de la révolte ouvrière dans les Maritimes où les conservateurs de la Nouvelle-Écosse raflent presque tous les sièges en cette élection de 1925, alors qu'ils « wrapped themselves in the flag of Maritimes Rights » (p. 77) et canalisent à leur avantage le mécontentement des travailleurs. L'étau s'est resserré sur l'expansion du « circle of resistance ». Il faut bien dire que le cercle de la résistance s'étiole dès lors qu'il déborde le cadre de la Nouvelle-Écosse. McKay et Morton démontrent comment, dans cette région hétérogène, il frappe l'écueil du « split between the older and newer industrialized centres, similar to the one between industrialized and rural parts of the Maritimes » (p. 90).

On peut établir à peu près le même constat à propos du Québec où, selon Geoffrey Ewen, la révolte ouvrière de l'après-guerre ressemble à maints égards à ce qui se déroule dans le reste du Canada. « Quebec workers from all ethnic backgrounds demonstrated the same desire to organize unions, and to act in concert by establishing joint councils, by undertaking simultaneous strike action, and by threatening a general strike. »

(p. 131) Quoique limitée, l'étude d'Ewen, qui s'intitule « Quebec : Class and Ethnicity » (p. 87-143), ne manque pas d'intérêt. Elle démontre que le Québec n'échappe pas au mouvement canadien de la révolte ouvrière. C'est ainsi que le débrayage des travailleurs liés aux organisations internationales de l'American Federation of Labour et aux organisations nationales du Trades and Labor Congress of Canada, atteint un niveau inédit durant les années 1914 à 1923 (p. 87). Plusieurs grèves défraient les chroniques de l'époque. Mais c'est l'industrie du vêtement qui donne lieu aux grèves les plus importantes durant la guerre. Les unions ouvrières juives de Montréal sont très actives dans ce secteur, où elles affichent un niveau de militantisme élevé, pour jeter les bases d'une forme de syndicalisme susceptible de transcender les ethnies, les religions et les métiers. Le mouvement de grève prend de nouvelles proportions, en juin 1919, alors que les syndicats de la Canadian Vickers tentent d'organiser une grève générale de solidarité pour emboîter le pas de la grève de Winnipeg. Ce fut un échec.

De nombreux facteurs expliquent l'avortement de cette grève de solidarité et, plus largement, l'échec du mouvement de révolte. Mentionnons le chômage élevé et l'intransigeance des employeurs, mais surtout les divisions de la classe ouvrière (p. 132), qui ne réussit pas à surmonter les différences idéologiques, religieuses, ethniques et sexuelles (« gender »). À ces facteurs fondamentaux expliquant la « fragmentation of working-class Quebec » (p. 88) s'ajoutent les disparités de développement entre la métropole et les régions, et le corporatisme des syndicats internationaux qui, en 1919, selon Ewen, aurait « played a role in undermining the strike movement » (p. 113). C'est un jugement dont l'auteur, du moins ici, n'établit pas le fondement, si ce n'est de dire qu'en juin 1919, « support for the general strike was much weaker in Montreal than in Toronto » (p. 114). Or le fait que James Naylor estime que le rejet du One Big Union, en Ontario à ce moment-là, fut une décision stratégique plutôt qu'une manifestation de conservatisme (p. 155) nous inciterait à tempérer ce jugement. Une prudence que nous serions également enclin à adopter — sans pour autant nier le conservatisme des syndicats catholiques à cette époque — à l'égard de l'affirmation, également non démontrée, voulant que « clearly the catholic unions played a role in defeating the labour revolt » (p. 121). En conclusion de cette sorte d'inventaire des facteurs pouvant expliquer l'échec de la révolte ouvrière, il convient de ne pas sous-estimer l'impact négatif des divisions et dissensions idéologiques. Ici, comme ailleurs au Canada, le mouvement ouvrier est aux prises avec une segmentation du

champ idéologique qui mine ses chances d'offrir une alternative politique réelle aux électeurs. Enfin au Québec, plus qu'ailleurs au Canada, la crise de la conscription a probablement creusé un fossé idéologique que les forces de la gauche n'ont pas su ou pu combler durant la période de la révolte ouvrière.

Ce sont des questions de ce genre que soulève James Naylor dans la très intéressante étude qu'il livre sous le titre « Southern Ontario : Striking at the Ballot Box » (p. 144-175). Il y interroge la culture politique prévalant alors dans le sud de l'Ontario où le « Social Democratic Party » est la « dominant socialist organization » (p. 165). Quoiqu'ils doutent de ses volontés réformistes, il semble que les socialistes fassent montre d'un réalisme politique et collaborent avec le Independent Labor Party. L'union de ce dernier avec les Fermiers-Unis permet donc l'élection d'un « Farmer-Labour Government » en 1920 (p. 163). Ce gouvernement Drury ne résistera toutefois pas longtemps à la situation délicate de devoir satisfaire à la fois le monde rural et le monde ouvrier. Il n'est pas aisé de concilier les positions idéologiques et intérêts économiques divergents dans cette province qui fait face également au ferment de la révolte ouvrière enclenchée par des transformations économiques rapides et par des changements majeurs au sein de la classe ouvrière. L'exposé de Naylor entend démentir le cliché voulant que l'Ontario soit alors le centre du conservatisme ouvrier (p. 145). Si ce cliché perdure, c'est sans doute que, contrairement à l'Ouest canadien, « the lack of dramatic confrontations in Ontario and the paucity of material gains of labour eventually combined to blur the memory of a widespread working-class revolt in the province » (p. 145).

Naylor poursuit son laminage des poncifs dans l'étude suivante, qu'il signe avec Tom Mitchell, et dont le titre, significatif, est « Prairies : in the Eye of the Storm » (176-230). À l'encontre des historiens ayant souvent prétendu que les travailleurs de Winnipeg et des Prairies ne cherchaient qu'à obtenir des droits de négociation collective, ces deux auteurs répliquent que la large diffusion du radicalisme et du militantisme dans l'Ouest canadien entraîna une crise profonde des rapports de classe, tant sur le plan de l'État que sur celui de la société civile. Ils démontrent également que ce mouvement social n'était pas seulement concentré à Winnipeg puisqu'il touchait aussi Calgary, Regina, Saskatoon et Brandon.

Les travailleurs de la Colombie-Britannique ne restent pas insensibles à la grève de Winnipeg, loin de là, comme en témoignent les grèves de solidarité entreprises par les cheminots de Prince Rupert, le 30 mai 1919, et par les 11 000 travailleurs de Vancouver en juin. Néanmoins, les organisations

syndicales de la province éprouvent des difficultés à stimuler leurs troupes. Voilà qui ne colle pas avec le «legendary western radicalism» (p. 231). Il faut savoir que la population de cette province constitue alors une mosaïque ethnique. Les récentes immigrations ont eu pour conséquence le doublement de la population entre 1901 et 1911. Les trois quarts des 220 000 habitants déclarant des revenus d'occupation en 1921 sont arrivés dans la province durant cette décennie (p. 232). Plutôt que de céder au concept du «western exceptionalism», il nous semble préférable de définir les contours de la spécificité de la Colombie-Britannique : «unique patterns of immigration and labour migration had shaped a culturally distinctive working-class that possessed extremes of ethnic cohesion and fragmentation» (p. 232). Allen Seager et David Roth s'attellent à la tâche d'établir ces caractéristiques dans une étude, trop brève mais bien ficelée, qui s'intitule «British Columbia and the Mining West : A Ghost of a Chance» (p. 231-267). Là aussi, l'ensemble des travailleurs se battent pour améliorer leurs conditions de travail et changer le *statu quo*. Le tableau du nombre de grèves par secteur économique entre 1914-1920 (p. 247) le confirme. De 50 grèves survenues durant la crise économique des années 1914-1916, le nombre grimpe à 320 durant les années 1917-1920. Les auteurs expliquent bien que, toutefois, les gains réalisés par les syndicats restent limités.

En conclusion de ce compte rendu, nous évoquerons la formule de Joseph Marks que cite James Naylor (p. 144). Le 25 août 1916, ce journaliste écrit en effet, dans le journal *Industrial Banner*, que : «The spirit of revolt is everywhere apparent.» C'est le mérite de cet ouvrage collectif d'avoir traqué cet esprit de révolte dans toutes les régions canadiennes. Il apporte une contribution majeure à la connaissance d'une période obscure de l'histoire canadienne.

GEORGES MASSÉ

Département des sciences humaines
Université du Québec à Trois-Rivières